

LIVRE VERT

2029

**UN FUTURE
DYSTOPIQUE DE
L'EUROPE**

**Le Livre prémonitoire que tout
citoyen doit lire avant de voter
aux Élections Européennes**

Fabrice Dagenais

Titres du même auteur

Livre Bleu. Ce livre pose la question de savoir si les Français peuvent faire démentir leur réputation, et trouver dans leurs traits de caractère particuliers la source, et les ressources nécessaires pour changer leur destinée, et de faire une nouvelle révolution aussi universelle que la première.

Livre Blanc. Comme suite du Livre Bleu, le livre Blanc fait le tour des principaux sujets de société qui préoccupent présentement les Français, et qui demandent des réformes en profondeur, ou une totale remise à plat des institutions. Il présente aussi un éventail d'idées, de réflexions et de propositions destinées à être discutées, et débattues, et dont les applications concrètes ne se réaliseront qu'après la révolution politique proposée dans le LIVRE ROUGE

Livre Rouge, manifeste pour une révolution politique. Ce Manifeste représente peut-être l'ultime chance de sauver la démocratie. Contrairement à certains programmes électoraux qui promettent des changements radicaux en politique, le livre rouge est vraiment radical, mais dans le sens propre du terme « *racine* ». C'est donc un retour aux sources, à l'origine des péchés originels de la démocratie dont il s'agit, et qu'il faut expressément, fixer si celle-ci doit survivre.

<https://www.imagedemocratie.com>

NOTICE DE PUBLICATION

Février 2019

Exactement 2 ans après la première édition du LIVRE ROUGE, l'importance pour l'Europe des prochaines élections européennes rendait nécessaire une nouvelle édition de ce manifeste, afin de recadrer le propos de ce livre dans un contexte qui dépasse largement le seul intérêt d'une seule nation, en l'occurrence, la France.

AVERTISSEMENT

N'est-ce pas le rêve de chacun de pouvoir voyager dans le temps, et voir dans le futur les résultats, et conséquences de nos choix ?

Prendrions-nous les mêmes décisions, ferions-nous les mêmes erreurs, en souhaitant tout effacer, et tout recommencer ?

Le **LIVRE VERT** se place dans la perspective où le sort de l'Union européenne est déjà scellé, parce qu'il a été écrit dix ans dans le futur, en 2029 plus précisément.

Son intérêt pour le lecteur, réside dans le fait qu'il lui donne l'opportunité de mesurer les conséquences de son engagement, et de ses choix politiques qui impacteront pour des décennies, son avenir, celui de ses enfants, et petits-enfants. Si le lecteur pense que cette projection dans l'avenir, est indigne de considération, alors ce livre n'est pas pour lui.

TABLE DES MATIÈRES

Un future dystopique de 'Europe.....	7
Un œil sur la planète.....	10
Autopsie d'un rêve.....	26
Les aléatoires du vote en démocratie.....	35
Quel avenir pour l'Europe ?.....	37
Retour du futur.....	46
Charte de déontologie.....	50
Postface.....	52

LIVRE VERT

AVANT PROPOS

D'abord, pourquoi un livre vert ?

Dans la tradition parlementaire Britannique le LIVRE VERT fait suite au LIVRE BLANC qui se veut être un exposé de mesures qu'un gouvernement pourrait prendre pour résoudre un problème de gouvernance, ou une réforme. Il exprime donc un projet d'intentions. Si le Livre Blanc est employé pour défendre une position avec des arguments que le gouvernement compte défendre, le Livre Vert a contrario ne vise à représenter aucune position au préalable. Un Livre Vert ne fait donc qu'envisager des propositions pour résoudre les problèmes énoncés d'un Livre Blanc.

La couleur verte pourrait aussi être associée au combat existentiel qui concerne la planète : le changement climatique, et la transition énergétique, dont l'Europe devrait faire son cheval de bataille.

Enfin, la couleur verte n'est-elle pas la couleur de l'espoir ? État d'esprit que suscite les prochaines élections, et dont l'enjeu sera pour l'Europe sa capacité à se reformer pour préserver sa pertinence, face à l'émergence de puissances économiques non démocratiques aux ambitions globales.

Note sur le sous-titre

Pourquoi

.....« 2029

UN FUTURE DYSTOPIQUE DE L'EUROPE »

Le sous-titre fait clairement référence à « 1984 », le roman dystopique de George Orwell. Publié en 1949, Orwell n'envisageait la matérialisation de sa société que 35 ans plus tard. Malheureusement, que cela soit la globalisation du monde, le déclin de la démocratie, l'intelligence artificielle ou le changement climatique, tout arrive aujourd'hui plus vite que prévu. Il n'est donc pas utopique de penser qu'en une décennie, le monde aura radicalement changé.

Si 2029 est une vision du futur, il est incertain. Il n'est donc pas impossible d'imaginer une dystopie de la société de demain, ou les peuples de l'Europe vivront 1984 avec 35 années de retard.

En clair, si l'Union européenne ne se réforme pas, il est plus que probable que la réalisation des prédictions avancées dans ce Livre Vert soit plus que probable, et deviennent réalités.

L'EUROPE, CIRCA 2029

Il est difficile d'imaginer qu'une décade se soit déjà écoulée depuis les élections européennes de 2019. Si cette année est maintenant historique, c'est qu'avec le recul, on peut aujourd'hui affirmer, qu'en effet, c'est bien à cette date que l'Europe a décidé de son destin. Entre oiseaux de mauvais augure, et enthousiasme prématuré, on peut aujourd'hui faire le bilan de ces dix dernières années (qui se terminent) par une tragédie.

TRAGÉDIE EN 2 ACTES

Acte 1

Cela avait pourtant bien commencé. En 2019, devant la montée en puissance des partis nationalistes, et populistes, les citoyens avaient pris conscience que l'Europe, et la démocratie traversaient une crise existentialiste (ou existentielle?) comme jamais auparavant. Même les jeunes, d'ordinaire imperméables à la politique, s'étaient mobilisés sur un enjeu dont ils se sentaient concernés : le changement climatique

Acte 2

C'est donc aux élections européennes de 2024 que les choses se gâtèrent. Désabusés par le manque de corrélation entre les politiques pour lesquelles les citoyens avaient cru avoir votés, et celles promulguées par l'Union, les Européens restèrent chez eux. En appliquant le fameux proverbe anglo-saxon « *fool me once, shame on you; fool me twice, shame on me* » (trompez-moi une fois, honte sur vous; trompez-moi deux fois, honte sur moi », les citoyens en avaient conclu qu'ils votaient pour rien.

C'est donc aujourd'hui officiel : Beethoven 9e Symphonie « *l'hymne à la joie* » a été remplacé par la Sonate No 2 pour piano de Frédéric Chopin « *la marche funèbre* ». Il est maintenant temps d'analyser ce que les Européens ont réellement enterré.

UN ŒIL SUR LA PLANÈTE

2029- L'ÉTAT DES LIEUX.

- Le monde est maintenant plus petit qu'avant, et son centre de gravité s'est déplacé vers l'Asie/Pacifique.
- Après des années difficiles, où la Chine a connu une croissance zéro, des conflits sociaux, économiques et politiques internes, son GDP dépasse aujourd'hui celui des États-Unis. La Chine est donc aujourd'hui, la première économie de la planète.
- Après avoir évité de justesse une guerre nucléaire avec le Pakistan, l'Inde est aujourd'hui le pays le plus peuplé de la planète, et la troisième économie mondiale, après les États-Unis.
- L'Afrique, où la Chine a créé plusieurs « *mini-Chine* », est le continent le plus peuplé, et le plus jeune. C'est aussi le continent où l'on y dénombre le plus de « *failed states* », d'États défailants.
- Aux États-Unis, à cause de son système d'élection antidémocratique, Trump a été réélu dans la stupeur totale. Après son second mandat comme président en 2020, Trump, selon la Constitution, a pu encore servir 2 ans de plus, jusqu'en 2026. À la fin de son mandat, et parce qu'il contrôlait la Cour Suprême, Trump a essayé d'émuler les dictateurs qu'il admirait, en tentant de changer la Constitution, afin de conserver la

présidence des USA. Reflétant la fracture irréconciliable du pays, les États-Unis ont été à deux doigts de la guerre civile. Conséquence, les États-Unis se sont encore plus repliés sur eux-mêmes, et ont perdu l'hégémonie mondiale qu'ils avaient auparavant.

- Suivant l'exemple de la présidence de l'Amérique dans sa tentative d'usurper sa constitution, on a constaté, en dix ans, une prolifération de démocraties totalitaires. Ce qui explique pourquoi de nos jours, la démocratie n'est plus le mode de gouvernance de choix.
- En Russie, le problème démographique n'a pas permis au pays de tirer profit de son abondance en énergies fossiles. Le pays essaie de compenser son échec économique par une agressivité accrue auprès de ses anciens états satellites.
- Le terrorisme idéologique global s'est adapté en attentats ponctuels, commis par des ressortissants endémiques des sociétés où ils vivent. Le renfermement des États sur eux-mêmes n'est plus propice aux échanges des services de polices et d'intelligence, tel qu'ils les partageaient autrefois. Ce qui conduit au paradoxe qu'en cherchant à être plus indépendant des uns des autres, les États sont encore moins sécurisés qu'avant.
- Réglée comme du papier à musique, une nouvelle crise financière est revenue plomber l'économie mondiale. Grâce au président Trump qui avait dérégulé les

garde-fous que son prédécesseur avait mis en place pour prévenir une répétition de la crise financière de 2008, les banques en ont profité pour en manufacturer une nouvelle, de toute pièce. Comme l'union bancaire européenne n'existe plus, il n'y a plus de mécanisme pour empêcher les états de faire appel aux contribuables pour renflouer les banques de la banqueroute. Pour les pays de l'ex-Union, c'est dorénavant, chacun pour soi.

- Aujourd'hui en 2029, l'on ne peut que constater que toutes les prédictions sur le changement climatique se sont révélées fausses. On a maintenant atteint le point de non-retour sur les dégradations climatiques de la planète. En matière de biodiversité, la sixième extinction s'est accélérée, au point que la survie de l'espèce humaine est elle-même remise en question.
- En 2019, les électeurs au parlement européen avaient espéré que l'Europe allait faire du changement climatique, et de la transition énergétique, son cheval de bataille. Espoir déçu, il n'en fut rien. Aujourd'hui, on peut avancer que les conséquences de la politique de l'autruche des états sont en partie responsables du désaveu des citoyens pour l'Europe.
- Enfin, le dommage le plus dévastateur du démantèlement de l'Union européenne était son rôle de modèle de la démocratie comme mode de gouvernance. Son échec amène de l'eau au moulin comme preuve de la supériorité des régimes centralisés, et totalitaires, qui eux, font fi, de l'avis des

citoyens. D'où leurs proliférations en une décennie.

Et l'Europe dans tout cela ?

1 Novembre 1993, Maastricht, Pays-Bas

Bruxelles, 26 mai, 2019

ci-gît la fin d'un rêve.

Cela avait pourtant bien commencé. En 2019, face aux montées xénophobes, nationalistes, antilibérales, anti-globalisation, anti-systèmes, ou anti quelque chose, les forces démocratiques avaient retrouvé la vigueur des combats désespérés. Malheureusement, la pression retombée, on s'est endormie dans la complaisance, l'inertie, l'autosatisfaction, et la politique de l'autruche. Aucune des réformes politiques, sociales ou structurelles qui auraient pu sauver l'Union ne vit le jour. Bien sûr, on discuta, tergiversa, on invoqua les Cassandres, mais rien n'y fit. L'égoïsme et l'intérêt à court terme des états bloquèrent toutes réformes. Finalement, en 2024, exaspérés, les citoyens de l'Union délivraient le coup de grâce, en votant avec leurs pieds.

En 2019, quatre scénarios avaient été envisagés comme conséquence du vote sur l'Europe, à savoir :

1. **Le statu quo** : Rien ne bouge, on fait comme avant.
2. **L'explosion de l'Union** : chacun pour soi, maître chez nous.
3. **Ensemble, mais séparé** : l'Europe des cercles.
4. **Une intégration politique** :
La Fédération des États Unis d'Europe,

Après deux votes sur l'Europe, en 2019 et 2024, c'est en définitive une solution hybride qui a fini par s'imposer.

Pour des raisons, économiques, politiques, et historiques, l'Europe s'est scindée en trois :

- 1. D'un côté les pays du nord de l'Europe :** Le Danemark, la Finlande, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, et la Suède.
- 2. De l'autre, les pays de L'Est :** La Bulgarie, la Hongrie, la Croatie, la Pologne, la République Tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, et la Slovénie.
- 3. Et enfin, les pays fondateurs de l'Union :** l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg les Pays-Bas, et l'Italie plus :

Ceux du Sud : l'Espagne, la Grèce, le Portugal, Chypre,

et ceux qui se sont trouvé plus d'affinité avec un groupe, plutôt qu'un autre : l'Autriche et l'Irlande.

Les pays du nord de l'Europe formaient déjà une entité homogène. Même, démographie, même type de société, même système social, et une économie saine et décomplexée.

En plus d'une histoire tourmentée commune, les pays de l'Est ont hérité de l'ex-URSS, leur penchant pour les régimes forts et xénophobes. Ayant été les principaux bénéficiaires des largesses financières de l'Europe, ces pays jouissent maintenant d'une santé économique suffisante pour vouloir s'affranchir des règles démocratiques imposées par Bruxelles.

Si les conséquences du vote de 2019 avaient été l'Europe des cercles, les pays fondateurs de l'Union en auraient formé le noyau dur. Avec une économie plus intégrée que les autres pays de l'Union, une séparation totale eu été désastreuse.

En général, l'éclatement politique, économique et social de l'Union a eu les conséquences suivantes :

CONSÉQUENCES GLOBALES

- Tous les pays ont conservé l'Euro comme monnaie d'échange.
- Le Parlement européen n'a pas été dissous, mais ce n'est qu'une question de temps.
- L'espace Schengen permet toujours la libre circulation des personnes, mais il autorise maintenant à un État de fermer ses frontières.
- Les Traités de libre-échange n'ont pas été abrogés, mais chaque État peut maintenant invoquer une clause « *nonobstante* » pour ne plus appliquer les accords qu'il juge préjudiciables à son économie.
- L'Europe n'est plus le modèle de démocratie, d'équité sociale, ou économique qu'elle aurait pu prétendre. Sa place comme première zone économique mondiale n'est plus qu'un souvenir teinté de regrets. Son influence politique est quasiment nulle, et ne fait plus le poids dans les affaires du monde. On l'écoute encore, mais avec la commisération que l'on doit aux anciennes divas, ou stars de cinéma déchues.

- À ce jour (2029), cela fera 84 ans que le continent européen n'a pas connu la guerre, les dévastations, les atrocités et les sacrifices qui l'accompagnent. Plus de 3 générations n'ont connu que la paix. Pour l'Europe, cet état de grâce est essentiellement dû à sa volonté de prouver qu'il pouvait exister une solidarité entre les peuples. Après s'être entre-déchirés, les peuples de l'Europe avaient fait la gageure que ce qu'ils avaient en commun était plus solide que ce qui les séparait. Eh bien, c'est perdu ! La xénophobie, le nationalisme et le populisme ont réveillé les vieux démons que l'on croyait endormis. Dès 2019, c'était déjà l'antisémitisme, le précurseur du fascisme qui refaisait surface, et pour cause. Près d'un tiers des Européens admettait n'avoir jamais entendu parler de la Shoah, de l'Holocauste.
- Aujourd'hui, avec le recul, on pouvait déjà prédire l'éclatement de l'Europe, et l'égoïsme de ses peuples. Mais le passé, c'était hier, et le présent, c'est aujourd'hui. En 2029, les dangers sont multiples : par le jeu des alliances, les ambitions expansionnistes de la Chine peuvent mener les Européens à une situation rappelant celle de 1914. La Russie ne cache plus ses ambitions de reformer l'ancienne U.R.S.S. L'engagement des États-Unis dans l'OTAN est ambigu. Aujourd'hui, il ne reste plus que le temps des regrets. Celui d'avoir raté le coche d'avoir formé une armée européenne, moderne et assez dissuasive pour protéger les Européens du retour d'un cauchemar.

- Ayant, par manque de vision, négligé de se trouver de grands projets communs, l'Europe a renoncé à avancer concrètement dans des domaines où elle était pourtant un leader : comme la transition énergétique, et le réchauffement climatique. Par sa négligence, l'Europe est donc partiellement responsable des effets du réchauffement climatique : la désertification des sols et le manque d'eau dans les régions subsahariennes. Conséquences : des migrations économiques de masse qui menacent encore plus qu'auparavant l'intégrité territoriale du continent européen. D'où, un cercle vicieux de xénophobie, de tensions économiques, et sociales, principales raisons de l'éclatement de l'Union.

CONSÉQUENCES POUR LES PRINCIPALES ÉCONOMIES DE L'UNION

- **Allemagne** : Avec son économie toujours centrée sur l'exportation haut de gamme, l'Allemagne reste la première économie européenne.
- **France** : n'ayant plus de raison, et toujours incapable de faire les réformes structurelles qui s'imposent, la France est passée de la sixième place, à un classement où elle ne fait plus partie des dix premières économies mondiales.
- **Italie** : À cause de ses tendances fascistes, et son incapacité à former un gouvernement

majoritaire, l'économie de l'Italie est en chute libre.

- **Espagne** : fragilisée par sa sortie de l'Union, la Catalogne en a profité pour entrer en quasi sécession. L'Espagne est l'une des grandes perdantes de l'éclatement de l'Union.
- **Angleterre** : traumatisée par le BREXIT, la Grande-Bretagne a payé au prix fort sa sortie prématurée de l'Union. Dans un effort désespéré pour rester dans l'Europe, l'Irlande du sud, le Pays de Galle et l'Ecosse, ont fait sécession du Royaume-Uni de Grande Bretagne. L'Angleterre qui s'était toujours enorgueillie d'avoir un pied dedans, et un pied dehors l'Europe, n'a maintenant plus qu'un seul pied pour danser.
- Les pays de l'Europe de l'Est, les plus sous-développés à leur entrée dans l'Union, ont été ceux qui avaient bénéficié le plus des largesses de Bruxelles. Ces pays ne bénéficient plus aujourd'hui ni des avantages que procuraient pour leur pays les travailleurs détachés, ni du tremplin économique généré par la délocalisation des entreprises européennes.
- Pour le reste des pays de l'Union, à part quelques exceptions, la dissolution effective de la zone euro s'est faite aux détriments économiques de ces derniers. L'arrêt des subventions de certains secteurs économiques, de protections antidumping, de fabrications, tarifaires, etc., a laissé les

États livrés à eux-mêmes face à une globalisation encore plus agressive.

CONSÉQUENCES INDIVIDUELLES

Dans le détail, les conséquences de l'explosion de l'Union ont affecté d'une façon, ou d'une autre 512 millions de citoyens.

- **L'emploi** : Au moment du vote de 2019, l'Europe avait déjà engagé plus de 500 milliards d'euros pour financer l'emploi. À travers un fonds d'investissement stratégique, l'Europe investissait dans des projets sur la transition énergétique, numérique, ou le développement de PME ne trouvant pas de capitaux à risques. Ce programme Européen bénéficiait plutôt aux pays à chômage élevé. Après le vote de 2019, le fonds de développement n'a pas été renouvelé.

Toujours dans le domaine de l'emploi, le Fonds Social européen avait aidé plus de 100 millions d'Européens à trouver un emploi, ou accéder à une formation. Terminé.

- **Protection alimentaire** : Avec des législations sur la traçabilité des aliments pour garantir la sécurité des aliments, des informations sur l'origine, et le contenu de la nourriture, la protection, et l'hygiène des animaux, l'Europe avait les normes de sécurité alimentaire, les plus strictes du monde. L'Autorité européenne de sécurité des aliments ayant été dissoute, il n'y a

maintenant plus aucun moyen de contrôler la sécurité des aliments à l'échelle européenne, et d'éviter toute contagion des aliments, quelle que soit leur provenance.

- **Protection contre une crise financière** : Afin d'éviter, comme pour la crise financière de 2008 de voir les contribuables des états obligés de renflouer financièrement les banques pour leur éviter la banqueroute, L'Europe avait créé l'Union bancaire. Son objectif étant d'obliger les actionnaires, et les créanciers des banques de les renflouer, avant de faire appel aux contribuables. Dorénavant, en cas de prochaine crise financière, comme en 2008, ce sera aux contribuables de passer à la caisse.
- **L'évasion fiscale** : l'Europe avait mis des années à essayer de mettre en place des mesures pour éviter que les multinationales échappent à l'impôt fiscal dans les pays de l'Union. Depuis 2014, l'Europe avait réussi à forcer des redressements fiscaux, obligeant les entreprises à payer leurs impôts, là où elles génèrent des profits. C'est maintenant terminé. Les grandes multinationales peuvent de nouveau faire de l'optimisation fiscale, en jouant la concurrence entre les États.
- **Protection de la vie privée** : Orwell 1984 revisité.

Piratage de données personnelles, surveillance vidéo omniprésente, traçabilité permanente du téléphone portable, etc.,

tout ça, c'était le bon temps. Aujourd'hui, le système de notation des citoyens chinois par le pouvoir a fait des émules. Le système de crédit social chinois, qui récompense, et punit les citoyens, en fonction de leur comportement basé sur une myriade de données collectées en permanence, au travail, dans la rue ou chez soi, n'est plus l'apanage des régimes totalitaires. Bien sûr, en occident, les gouvernements sont moins explicites sur leurs motivations et plus cyniques. Cela fait déjà longtemps que votre cellulaire ou portable vous espionnent en permanence. Non seulement Google ou Facebook en savent plus sur vous que vous-même, mais en plus, même ce que vous croyez être vos idées ne sont plus les vôtres. Sous le couvert d'une application ludique, ALEXA ou SIRI sont à l'écoute de tous vos propos, et vous proposent des suggestions. Aujourd'hui, grâce à la 5G, tout est interconnecté. Même votre grille-pain communique avec votre réfrigérateur.

Avant, l'Europe n'avait pas peur d'obliger certaines multinationales à restreindre leur capacité d'espionnage, et de donner plus de contrôle aux usagers des réseaux sociaux.

En ce temps-là, l'Union européenne était l'endroit au monde où les citoyens étaient les mieux protégés, en ce qui concernait leurs données personnelles. Par exemple :

- le droit à l'oubli;
- le consentement de la personne concernée à propos de l'utilisation de ses données

personnelles, qui doit être expliquée de façon claire;

- le droit de transférer ses données vers un autre fournisseur de services;
- le droit d'être informé en cas de piratage des données;
- une mise en œuvre plus stricte et des amendes à l'encontre des entreprises.

Au moment où les nouvelles technologies sont de plus en plus intrusives, les citoyens de la maintenant défunte Union européenne sont de moins en moins protégés. Car quel poids juridique, et commercial a maintenant un seul pays, face aux multinationales ?

- **Aide au développement** : On n'en parlait pas souvent, mais l'Europe était loin d'être égoïste, et repliée sur elle-même. Jusqu'à son éclatement, l'Union contribuait pour plus de 50% de la totalité de l'aide distribuée aux pays en voie de développement. Ce qui en faisait déjà le premier donateur au monde. Jusqu'en 2020, l'Europe avait projeté une aide de 123 milliards d'euros pour éradiquer la pauvreté dans le monde. Maintenant, cette responsabilité de solidarité incombe aux États. L'éclatement de l'Union ne donne pas lieu d'être optimiste dans ce domaine.
- **Fonds d'aides et subventions** : Dans ce domaine, l'Europe était vraiment la poule aux œufs d'or. Une sorte de socialisme sans le totalitarisme. À titre posthume, il n'est

pas superflu de faire l'inventaire de tous les bénéfices et aides financières que les Européens avaient à leur disposition et qu'ils ont perdus. Les principales étant :

Agriculture, pêche : 48 Subventions européennes, et appels à projets

Santé : 73 programmes de subventions, et appels à projets

PME : financement des petites, et moyennes entreprises : 251 programmes

Culture : 82 Subventions européennes, et appels à projets

Associations : 224 subventions européennes, et appels à projets

Culture et média : 82 Subventions européennes, et appels à projets

Tourisme : 14 Subventions européennes, et appels à projets

Autres Fonds d'aides :

Collectivité locale et régionale, Bien-être des animaux, santé des végétaux, santé publique et sécurité alimentaire.

Agriculture et développement rural.

Banques, services financiers, entreprises et industrie, action pour le climat.

Concurrence, communication et services audiovisuels, culture, santé publique, consommateurs.

Médias, développement coopération,
Économie et société numérique.

Économie, finances, Environnement,
Éducation, Emploi, Énergie.

Affaires sociales et inclusion, L'Europe pour
les citoyens, Politique européenne de
voisinage et élargissement.

Lutte contre la fraude, Aide humanitaire,
Horizon 2020.

Coopération internationale au développe-
ment.

Interprétation et organisation de confères,
Justice, Migration et affaires intérieures,
Politique régionale, Statistiques, Déve-
loppement durable.

Fiscalité et douane, Jeunesse.

**C'est quand on ne l'a plus que l'on
reconnaît la valeur de ce que l'on avait.**

**Mais comment en est-on arrivé
là ?**

Pour comprendre l'inexplicable, il faut mettre de
côté toute pensée rationnelle, tout pragmatisme, et
toute notion de vision à long terme.

AUTOPSIE D'UN RÊVE

« ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour votre pays » John F. Kennedy

Ce message, demandant à chacun de contribuer pour améliorer la société, est exactement le contraire du « *chacun pour soi* ». C'est ce que les européens n'ont pas compris.

L'EUROPE

L'Europe traversait en 2019 la crise la plus sérieuse de son histoire. Une crise existentielle. L'enjeu des élections européennes n'était donc pas anodin, il était crucial. Son pronostic vital était engagé, car la légitimité même du projet européen y était contestée.

En mai 2019, plus de 512 millions de citoyens étaient appelés aux urnes pour élire le Parlement européen. Après l'Inde, c'était la plus grande consultation démocratique au monde. Quelle chance, et responsabilité pour chacun d'avoir à décider de son avenir, non seulement pour eux-mêmes, mais pour leurs descendants. C'était aussi l'ultime occasion de reformer l'Union, et de passer d'une union économique, en une union politique. Mais comment ? Quelles étaient les motivations des électeurs ? Qu'attendaient-ils de l'Union ? De quelles informations disposaient-ils pour décider pour qui voter ? Réponses pas évidentes, quand on considère l'importance des réseaux sociaux, des ambitions politiques, et des « *fake news* ».

C'est pourquoi, avant de vouloir apporter des réponses à un problème complexe, encore fallait-il poser les bonnes questions, et considérer la finalité de son vote. Voter aux élections européennes, de quoi s'agissait-il en définitive ?

QUELS ÉTAIENT LES ENJEUX ?

L'enjeu était clair : soit l'on s'unissait sur ce que l'on avait en commun, soit l'on se séparait sur des différences. Spécificité : les élections pour le parlement européen, sont les seules élections au monde, ou ceux qui se sont donnés comme mission de détruite l'Union, peuvent activement le faire de l'intérieur. Un peu comme confier aux renards la mission de garder le poulailler. Pour les autres, quels sont les enjeux ?

Pour les politiques

Le sort de l'Europe, ou plus précisément de l'Union européenne, même si elle ne figurait pas comme la principale préoccupation des peuples de l'Union, n'en demeurerait pas moins crucial à la survie des démocraties libérales qui la composait.

Il était donc impératif que tous les politiques, quel que soit leur parti, ou pays, prennent conscience du fait suivant :

- **Vos propositions économiques, ou sociales de campagne sont tributaires de forces extérieures que vous ne contrôlez pas.**
- **Aucune solution à un problème national, économique, politique, ou sociale, ne se fera sans une vision claire du rôle, et des pouvoirs**

accordés par les peuples à une entité supranationale.

- **Méfiez-vous de ce que vous souhaitez. Le remède peut-être pire que la maladie.**

Pour les citoyens :

Méfiez-vous des politiques. La plupart de ceux qui prônaient la liberté sont devenus dictateurs.

QUELS FURENT LES FACTEURS DÉCISIFS DU VOTE POUR LES CITOYENS ?

La participation

En mai, « *fais ce qu'il te plaît* » ce dicton semblait être appropriée pour les 400 millions d'électeurs (inscrits) appelés aux urnes pour élire 705 représentants au Parlement européen. Appelé aux urnes tous les 5 ans, ce rite du printemps ne déplace traditionnellement pas les foules. En effet, aux précédentes élections de 2014, moins de 1 électeur sur 2 s'était senti concerné. Il était même surprenant que ce soit un royaume, la Belgique qui avec près de 90% de participation, se sentait plus européenne que les 18% de la Tchécoslovaquie, qui pourtant avait fait des pieds et des mains pour entrer dans l'Union. Cette fois-là, pourtant, l'intérêt des citoyens semblait plus attentif. Présentent-ils qu'après le BREXIT, rien n'était acquis ?

Sur cette question, les supporters et détracteurs de l'Union ne devaient pas manquer de remarquer le parallèle, et les similarités entre les deux référendums. En effet, les raisons avancées par les eurosceptiques étaient similaires à celles du BREXIT. Mêmes idées reçues même xénophobie, mêmes mensonges.

Il y avait pourtant une lueur d'espoir en ce qui concernait la participation : la jeunesse. Face aux attermolements des gouvernements nationaux sur des actions concrètes sur le changement climatique, la jeunesse avait trouvé une raison de vouloir faire entendre sa voix, dont dépendait son avenir, et celle de la planète tout entière.

L'image du Parlement européen

En dépit de son image d'administration envahissante, et coûteuse les Européens dans leur ensemble, avaient plutôt une image positive de leur parlement. L'exception restait sans surprise, les Français qui dans leur vaste majorité (80%), étaient contre. La cause en était certainement due à leur gouvernement qui avait l'habitude de prendre l'Europe pour un exutoire, et le bouc émissaire de toutes leurs défaillances politiques, économiques et sociales.

Les idées reçues quand on vote

Les idées reçues ont la vie dure. C'est normal, puisque si vous les avez reçues, elles ne sont pas les vôtres. Soit par paresse d'esprit, ou parce qu'affecté d'une mentalité de moutons suiveurs, beaucoup de gens s'en accommodent. D'un côté, c'est pratique. Comme pour la religion, ou une dictature, cela évite de penser. Tout cela ne serait pas bien grave

si, venu le temps des élections vous prenez vos idées reçues pour des convictions.

Dans l'analyse des raisons pour lesquelles les gens votent, les idées reçues prennent la seconde place, après le « *qu'est ce qu'il y a pour moi ?* ».

Les idées reçues sur l'Union européenne

Les fausses idées sont le palliatif de l'ignorance. Dans ce domaine, le citoyen appelé à voter est roi. On pourrait faire un livre pour dénoncer toutes les fausses idées sur le fonctionnement de l'Union, mais cela serait fastidieux. Dénonçons seulement les plus répandues :

Son rôle : Contrairement à une idée reçue, et bien ancrée, Bruxelles ne fait pas la pluie et le beau temps. Elle reçoit ses directives des gouvernements des états qui la composent. De plus, quand on dit des « *gouvernements* », il faudrait dire, des présidents des états concernés. Car dans la plupart des démocraties de l'Union, le président définit les grandes lignes de la politique, et les parlements nationaux, exécutent. Si les citoyens de l'Union voulaient vraiment être les initiateurs des directives qui les concernent, ils devraient commencer par faire le ménage devant leur porte. Comme changer leur Constitution, pour que leur Parlement soit l'initiateur des lois, au lieu de suivre les directives de l'Exécutif.

L'Europe coûte cher, et en particulier ses institutions : FAUX. A priori, avec près de 32.000 fonctionnaires cela peut paraître exorbitant. Pour administrer plus de 512 millions de citoyens, cela équivaut à un peu plus de 0,06

fonctionnaire pour 1.000 habitants. À comparer avec les pays de l'OCDE : tous les pays du nord de l'Europe (159 -114), les autres pays d'Europe (89-75).

Enfin, pour définitivement torde le cou à un canard : le budget annuel de l'Union européenne, correspond à 1 % de la richesse produite par les 28 États membres en une année. Il n'y aura pas de grande différence après le BREXIT.

L'Europe impose la privatisation de tous les services publics : FAUX. C'est le canard préféré des eurosceptiques, qui pointe comme preuve de la politique libérale de Bruxelles. L'Europe encourage la concurrence, pas la privatisation. Elle lutte aussi contre les monopoles, pour la protection des consommateurs. Seul bémol, l'Europe devrait adapter sa politique, car elle empêche aussi la création de grands groupes capable de rivaliser globalement sur un même pied d'égalité.

Les lobbies dictent les lois de Bruxelles : ce n'est pas totalement FAUX. Il est vrai que certaines régulations adoptées par Bruxelles sont des papiers collés de recommandations d'intérêts économiques présentés par des lobbies.

La crise, c'est à cause de l'euro : partiellement FAUX.

L'euro n'y est pour rien. La dernière crise économique de 2008 était le résultat d'une crise financière venue d'outre-Atlantique. C'est la façon dont l'Europe l'a gérée, et l'insistance de l'Allemagne sur une politique d'austérité qui l'a aggravée.

**L'Union est plus économique que sociale :
FAUX DÉBAT.**

C'est vrai, l'Europe est plus économique que sociale. Mais elle est les deux.

Un député européen ne sert pas à grand-chose : TOTALEMENT FAUX : il représente les citoyens des pays membres, et il est votre seule chance de porter, de défendre vos idées et vos valeurs au sein de l'Union.

Bruxelles impose ses politiques économiques aux états : TOTALEMENT FAUX.

Ce sont les états, a travers le Conseil Européen, qui imposent leurs politiques à Bruxelles, pas l'inverse.

L'Union est le cheval de Troie des pratiques commerciales prédatrices de tous les autres pays du monde : partiellement **VRAI**.

Mais la faute en est aux états, qui ne considèrent que leurs propres intérêts et se font concurrence, au lieu de s'unir pour une cause commune.

L'Europe est trop libérale, élitiste, pro-globalisation, et ne nous protège pas : TOTALEMENT FAUX

Ce que les politiques nationaux cachent à leurs concitoyens, c'est que l'Union les protège au-delà de leurs frontières respectives.

Par exemple, on pourrait s'étonner qu'au pays des droits de l'homme, la France ait été condamnée plus de 700 fois par la Cour européenne des droits de l'homme, sur le plan de la liberté d'expression.

Quant à l'égalité, un autre principe cher aux Français, l'Europe l'a déjà épinglé plusieurs fois pour être le pays le plus inégalitaire en Europe en matière d'éducation par exemple.

L'Europe défend ses citoyens sur une myriade de sujets. Elle agit aussi comme dernier recours pour des citoyens privés, en litige contre leur état. Comme le droit à l'euthanasie, ou la gestation pour autrui par exemple.

Pour la protection des consommateurs l'Europe force les États à casser leurs Monopoles. Communications, assurances, banques, énergie, transport du fret, des passagers ferroviaires et aériens, des pharmacies, de l'énergie, des auto-écoles, etc.

Les seules lacunes de l'Europe dans ce domaine, est son inaction à protéger son industrie, et son commerce contre les pratiques prédatrices de la globalisation.

L'Europe est une passoire à migrants, et de terroristes : FAUX.

Cette idée est essentiellement fondée sur le fait que l'Allemagne ait laissé entrer un million de migrants en 2015.

Quant aux terroristes, que cela soit des fondamentalistes religieux, ou extrémistes de droite, néo-nazi suprémacistes blancs, la majorité est endémique des pays de l'Union.

L'Europe nous empoisonne : FAUX.

Les consommateurs européens sont les mieux protégés au monde. L'Europe protège de tous les pesticides, et produits toxiques utilisés couramment dans l'alimentation, et la fabrication de milliers de produits importés de Chine, ou des produits OGM venus des États-Unis.

Mais l'Europe pourrait faire mieux au niveau des pesticides, et de la pollution de l'air pour n'en citer que deux.

Bruxelles pond des normes absurdes :
partiellement : pas tout à fait **FAUX**. Mais l'impression perdure.

Enfin, pour terminer en beauté : **L'Union européenne n'est pas démocratique :**
totalement : **FAUX**, mais peut mieux faire.

Les aléatoires du vote en démocratie.

Platon avait raison : le peuple est trop facilement manipulé, pour lui confier la gouvernance de la Cité. Ce qui était vrai il y a 2.500 ans l'est encore plus aujourd'hui. Réseaux sociaux, « *fake news* », politique discréditée, lacunes de la démocratie, etc. Le peuple vote avec ses émotions, pas avec sa raison. Alors, compter sur lui pour prendre les bonnes décisions, c'est un peu comme compter sur le gros lot à la loterie. Cela peut arriver, mais les chances sont minimes. Il y avait donc de quoi être pessimiste sur une perspective que les Européens ne votent pas à côté de la plaque, surtout s'ils sont gavés d'idées fausses ou préconçues.

POUR QUEL AVENIR DE L'EUROPE VOTAIT-ON EN 2019 ?

S'il n'y avait pas de solution simple à un problème complexe, rappelons qu'à l'époque on pouvait néanmoins considérer quatre possibilités distinctes, et mutuellement exclusives:

- 1. Le statu quo.**
- 2. La désintégration de l'Union.**
- 3. Ensemble, mais séparé.**
- 4. Une intégration politique.**

Il y avait bien une cinquième possibilité : que l'Europe se reforme.

Mais elle était utopique pour une simple raison :

c'était justement ce que demandaient les citoyens qui avaient fait l'effort de voter en 2019.

Sauf que dans la gouvernance de l'Union, ce ne sont pas les citoyens qui décident.

LE STATU QUO

Eurosceptiques et eurocentriques s'accordaient au moins sur une chose : de toute évidence, le statu quo ne pouvait plus continuer. Mais quelle solution ?

Si l'Europe comme entité supranationale devait survivre, elle devait se reformer autour d'un simple principe directeur :

L'IDENTITÉ DANS LA DIVERSITÉ, ET LA DIVERSITÉ DANS L'IDENTITÉ

Traduction : le respect de l'identité nationale dans la diversité des peuples européens, la solidarité, et le respect de toutes les différences nationales au sein de l'unité européenne.

Mais comment parler d'une seule voix quand la montée du populisme dans certains pays de l'Union préconise justement sa sortie comme seule solution à tous leurs problèmes nationaux ?

LA DÉSINTÉGRATION DE L'UNION

Les illusions dangereuses du « *chacun chez soi* » et du « *maître chez nous* ».

C'est certain : on est plus libre quand on est tout seul.

Pourtant, si l'homme voulait daigner apprendre de la nature, il remarquerait que l'union fait la force. Opposer le nombre aux prédateurs éventuels est une tactique instinctive, apprise durant des millénaires d'évolution. Mais l'homme, prétentieux et égoïste, a toujours considéré les tribus voisines, comme différentes, dangereuses, donc ennemies. Ce caractère humain se trouve de nos jours, encore plus exacerbé par l'avènement de l'ère du numérique. Dans toute cette cacophonie digitale, plus personne n'entend plus personne, chacun détient la vérité, et tout le monde a raison. Aujourd'hui, la mode est à la différence. Mieux, on la cultive, l'encourage, la déifie. Pire, on accentue les différences, ce qui nous sépare, au lieu de capitaliser sur ce que l'on a en commun : un territoire, une histoire, des valeurs, et une culture commune

ENSEMBLE, MAIS SÉPARÉ

L'EUROPE DES CERCLES

L'UTOPIE DU « *TOUS POUR UN, ET UN POUR TOUS* »

C'est une belle devise pour des mousquetaires, mais cette vision idyllique de fraternité entre des hommes n'existe pas entre nations, dont la devise serait plutôt « *tous pour moi, et moi pour personne* ».

S'il est parfois compliqué de trouver un terrain d'entente entre deux partis sur un sujet qui divise, imaginer l'impossible ambition de vouloir concilier harmonieusement toutes les voix discordantes quand on est à 27.

De la Société des Nations aux Nations-Unis, toutes les entités supranationales ont prouvé leur incompétence, et leur inhabilité à résoudre en dehors de l'urgence, quelque problème que ce soit. C'est pour cette raison qu'au lieu du plus grand, plus vite, l'Europe se devait de réduire de façon significative la voilure de pays qui la composait.

Comme l'on ne peut pas être à moitié enceinte, on est dans l'Europe ou on ne l'est pas. Il était arrogant de vouloir bénéficier des avantages d'être dans l'Europe, sans en avoir les obligations, et les inconvénients. D'où le BREXIT.

N'importe quel club, que ce soit un club de golf ou de naturalistes, a une provision pour exclure un membre jugé indésirable, soit par ses actions, soit par son manque de respect aux règles communes. Terminé donc les passe-droits, ou exemptions aux règles communes.

Dans ce nouveau paradigme de l'Union européenne, la nouvelle devise devrait être « **Qualité avant quantité** ». Conclusion :

QUITTER L'EUROPE

(ou s'en faire « virer »)

NE DOIS DONC PLUS ÊTRE UN TABOU

Comme il serait insultant de dire à un pays qu'il ne remplit plus les conditions minimum pour appartenir au « club », il serait plus judicieux de le fermer, et de le « rouvrir », avec plusieurs niveaux d'adhésion basée sur des règles claires de valeurs communes. Une sorte d'Europe des cercles...

à la carte,

à plusieurs vitesses

à géométrie variable

UNE INTÉGRATION POLITIQUE

LE PÉCHÉ ORIGINEL DE L'UNION EUROPÉENNE

Le talon d'Achille des fondateurs de l'Europe était de ne pas l'avoir construite comme une union politique autant qu'économique. Le spectacle affligeant d'une Europe divisée, et incapable de résoudre ses problèmes, n'était que le constat d'un manque de volonté politique de ses fondateurs. À l'ère de la globalisation, pour sa survie, l'Europe devait donc se doter d'une instance supranationale capable de parler d'une seule voix pour la défense commune de ses intérêts.

Sur le constat que l'Europe est composée d'états aussi diversifiés dans leurs cultures, leurs langues, et leurs histoires, mais unifié par la géographie, et des valeurs communes de « *race* », de religion et d'aspirations démocratiques, l'intégration politique semblait logique.

Les États Unis d'Europe

C'est une notion qui fait peur.

Beaucoup y voit la destruction des États, et la dilution de l'identité nationale, au profit d'un super-État, omniprésent, incontrôlable, et orwellien.

Ceux qui pensent cela automatiquement pensent à la Russie, qui effectivement, est une fédération. Mais, ils ne sont jamais allés aux États-Unis, au Canada, en Suisse, au Brésil, en Argentine, en Belgique, en Autriche, en Allemagne, au Mexique, ou en Australie, aussi des fédérations. Sans oublier la plus grande démocratie au monde : l'Inde.

Pour l'Europe, cette dernière solution, est la seule envisageable, à condition que les peuples prennent préséance sur les politiques.

C'était donc, une fédération du genre ÉTATS-UNIS D'EUROPE qui était préconisée. Pas celle du modèle américain, ni suisse, mais sur le modèle évoqué dans le

LIVRE ROUGE, « Manifeste pour une nouvelle démocratie ».

Dans ce modèle, ce qui est institutionnalisé au niveau de l'État est reproduit au niveau de l'Europe. À savoir :

L'Europe s'occupe des fonctions régaliennes de l'Union, comme la monnaie, la politique étrangère, la sécurité des frontières extérieures, la diplomatie, la

défense, l'immigration, l'administration fédérale, etc.

Aux États reviennent toutes les fonctions relatives à la gestion et administration du pays, du social, et de l'économie.

D'une certaine façon, ce modèle existait déjà au sein de l'Union. Ce que les citoyens craignaient, c'était qu'une plus grande intégration aurait exacerbé les ingérences sur le quotidien des citoyens, les règles et régulations arcanes, et la bureaucratie gargantuesque de l'Union.

Pourtant, si tous les citoyens appelés à voter en 2019 avaient été pragmatiques, ils auraient reconnu que le fédéralisme n'était plus une option, mais une nécessité primordiale à sa survie.

Car, s'il avait fallu avancer un seul argument pour le renforcement politique, culturel, et économique de l'Europe, était que face aux challenges globaux, comme la sécurité, les nouvelles technologies, le réchauffement climatique, la dominance économique et politique des multinationales, l'immigration, les guerres, etc., face aux super puissances comme l'Amérique et la Chine, les nations isolées de la vieille Europe ne faisaient plus le poids.

C'est une loi de la nature : s'adapter ou mourir. Tel était l'enjeu entre les mains de chaque citoyen de l'Union.

Sans unité politique, l'Europe était condamnée à continuer à ne pouvoir que réagir dans le désordre, à des événements extérieurs, qu'elle ne pouvait contrôler. Face à la globalisation, du dumping

fiscal, des crises économiques, financières, migratoires et climatiques, l'Europe était destinée à toujours recycler, et répéter les mêmes réactions de passivité, d'égoïsme, de demi-mesures, et de politique de l'autruche.

**LA FOLIE, C'EST DE FAIRE TOUJOURS
LA MÊME CHOSE ET S'ATTENDRE À
DES RÉSULTATS DIFFÉRENTS**

(Albert Einstein).

Maintenant que vous avez entrevu l'avenir

RETOUR DU FUTUR

2019, retour à la réalité

Si une vision de l'Europe en 2029 dépitée dans ce livre n'est pas une chose certaine, en physique quantique, selon la théorie des mondes parallèles, ou multiples, il est plus que probable qu'elle existe comme possibilité.

La question qui se pose maintenant est de savoir si vous voulez qu'elle devienne votre réalité.

Si vous avez décidé de voter aux prochaines élections européennes, savez-vous vraiment pourquoi, et pour qui vous votez ?

COMMENT LES DÉCISIONS SONT-ELLES PRISES AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE ?

Les institutions de l'Europe reposent sur trois jambes :

Le Conseil Européen (à ne pas confondre avec le Conseil de l'Europe)

Le Conseil est une institution intergouvernementale. Il est constitué quand les chefs d'Etats des pays membres, plus le président de la Commission Européenne se réunissent pour définir les orientations, et les priorités de politique générale, ainsi que les objectifs stratégiques pour l'Europe. Il n'exerce pas de fonction législative. **Le Conseil est donc le centre de décision politique de l'Union.**

La Commission Européenne

La Commission Européenne est le second centre de décisions de l'Union. La Commission représente l'intérêt général des états membres. Le point le plus important sur son rôle est que **la Commission a le monopole de l'initiative législatif des lois**, qu'elle propose pour adoption au Parlement Européen. En outre, elle met en œuvre les décisions du Parlement, et exécute le budget de l'Union.

Le Parlement Européen

C'est la troisième jambe de l'Union, celle pour laquelle vous votez.

Son rôle est essentiel : celui de contrôler l'exécutif (un peu comme le Congrès américain). S'il n'a pas le pouvoir d'initiative des lois, il a celui d'amender les propositions de loi soumises par la Commission, du budget, et **de mettre en débats tous les sujets qui intéressent les députés.**

C'est donc sur ce dernier rôle du député que devrait se porter votre choix de candidat au parlement.

CE QUE VOUS DEVEZ ABSOLUMENT FAIRE, AVANT DE VOTER POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN.

Tous les candidats qui se présentent comme député au parlement européen sont membres d'un parti politique, ce qui implique qu'ils ne sont indépendants ni de pensée ni d'action.

Comment pouvez-vous vous assurer que votre candidat représentera vos valeurs, et les supporteront une fois élu ?

Comment vous assurez que votre candidat ne succombera pas aux coalitions partisans, aux pressions des lobbies, ou œuvrera contre l'Europe ?

Il y a une solution. Exigez que votre candidat signe « *la Charte Européenne de Déontologie* » avant de lui donner son mandat.

Ce n'est pas une garantie, mais ce sera une indication si il, ou elle refuse de la signer.

CHARTRE EUROPÉENNE DE DÉONTOLOGIE

PRINCIPES DIRECTEURS

Je m'engage sur l'honneur,

1. DE TOUJOURS CONSIDÉRER SI MON ACTION EST BONNE, OU MAUVAISE VIS-A-VIS DE MON ENGAGEMENT.
2. DE TOUJOURS HONORER LES ENGAGEMENTS PRIS AUPRÈS DES CITOYENS QUE JE REPRÉSENTE.
3. DE NE JAMAIS ŒUVRER CONTRE LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'UNION.
4. DE TOUJOURS CONSIDÉRER L'INTÉRÊT GÉNÉRAL AVANT CELUI DES ÉTATS, OU DE MON PARTI.
5. DE NE JAMAIS ME LAISSER INFLUENCER PAR LA PRESSION DES LOBBIES.
6. DE TOUJOURS CONSIDÉRER MES VALEURS MORALES, AVANT LES DIRECTIVES DE MON PARTI.
7. D'ÊTRE UN CITOYEN AVANT D'ÊTRE UN POLITIQUE.

8. DE LUTTER CONTRE LA XÉNOPHOBIE, LE POPULISME ET LE NATIONALISME.
9. DE NE PAS ME LAISSER CORROMPRE POUR DES INTÉRÊTS PERSONNELS.
10. D'ŒUVRER POUR UNE REFORME DE L'UNION POUR LA RENDRE PLUS PROTECTRICE, DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE.
11. D'ŒUVRER POUR UNE PLUS GRANDE INTÉGRATION DE L'EUROPE, ET DE COMBATTRE TOUTE ACTION VISANT SON DÉMEMBREMENT.
12. DE SOUTENIR TOUS PROJETS QUI ENGAGENT L'AVENIR DE L'HUMANITÉ, COMME LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.

Moi,

Du parti,

Du/de
(pays) :.....

M'engage sur l'honneur, à respecter les principes d'éthiques énoncées dans cette Charte.

Fait à :date:

Signature :.....

Note : Vous pouvez retrouver cette Charte sur le site : <https://www.imaginedemocratie.com>, la télécharger, et l'envoyer à votre candidat pour qu'il/elle l'a signe.

POSTFACE

Maintenant que nous sommes revenus au présent, on peut se hasarder à prévoir l'avenir.

PRONOSTIQUE

De tous les scénarios envisagés, la désintégration de l'Union est la plus plausible. À court terme, en 2019, les enjeux, et les menaces antidémocratiques peuvent susciter un sursaut de préservation, et de pragmatisme de la part des citoyens de l'Union. Mais à moyen terme, disons horizon 2030, les chances de survie de l'Union est plus que hasardeuse.

Platon, dans sa « *République* », avait raison. On ne demande pas au peuple son avis sur comment gouverner la cité. Leçon finalement apprise 24 siècles plus tard avec la prolifération de « *républiques totalitaires* ».

De plus, être contre quelque chose est un concept plus fédérateur, que celui d'être pour.

Finalement, il est fortement à douter, que si reformes il y a, les politiques, et les chefs d'État, donnent aux citoyens plus de droits au chapitre sur les sujets qui les concernent. Pour ces trois raisons, en priorité, il n'y a pas lieu d'être optimiste sur l'avenir de l'Union. Mais tout est possible.

CELA DEPEND DE VOUS !

Fabrice Dagenais

Février 2019